



Mission régionale d'autorité environnementale

**LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES**

**Décision de dispense d'évaluation environnementale  
après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,  
sur l'élaboration du PLU de Les Mages**

n°MRAe  
2016DKLRMP34

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu la délibération n°2016-01 de la MRAe, en date du 24 juin 2016, portant délégation à Marc Challéat, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- n°2016-2052 ;
- Élaboration du PLU de Les Mages, déposée par la commune ;
- reçue le 22 juin 2016 et considérée complète le 22 juin 2016 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 30 juin 2016 et en l'absence de réponse ;

Considérant que la commune de Les Mages (1981 habitants en 2013 – source INSEE) élabore son PLU en vue de maîtriser le développement urbain de la commune, mettre en place une politique de déplacements doux et gérer le stationnement, rendre compatible le PLU avec le SCOT du Pays Cévennes, préserver la ressource en eau, maîtriser l'exposition aux nuisances et aux risques ;

Considérant que le PLU prévoit l'urbanisation de 10,8 hectares, la réalisation de 226 logements et l'accueil de 500 habitants d'ici 2030 ;

Considérant la localisation des zones à urbaniser, en dehors de zones répertoriées à enjeux écologiques, agricoles, paysagers et de zones identifiées comme continuités écologiques à maintenir ou renforcer ;

Considérant que les impacts potentiels du PLU sont réduits par :

- l'utilisation préférentielle du potentiel constructible en zone U à hauteur de 7,9 hectares ;
- la maîtrise de la consommation d'espace en extension urbaine, qui se limite à 2,8 hectares (cf. zones AU) ;
- la préservation des enjeux naturalistes, agricoles, paysagers, ainsi que des enjeux liés à la ressource en eau ;
- la prise en compte des risques identifiés dans sur le territoire communal ;

Considérant que le projet de PLU prévoit une diminution importante de la consommation d'espaces par rapport aux neuf dernières années, période durant laquelle cette consommation s'est élevée à 16,4 hectares sur le territoire communal, tandis qu'à l'horizon 2030, les zones urbanisables représentent 10,8 hectares, dont seulement 2,8 hectares en extension urbaine ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

## Décide

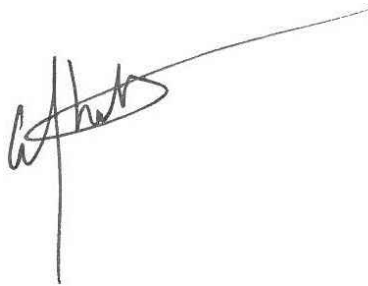
### Article 1<sup>er</sup>

Le projet d'élaboration du PLU de la commune de Les Mages, objet de la demande n°2016-2052, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (MRAe) : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr) et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 9 août 2016



#### Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)**

Le président de la MRAe LRMP  
DREAL Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées  
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale  
1 rue de la Cité administrative Bât G  
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

**Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)**

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer  
Tour Séquoia  
92055 La Défense Cedex

**Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)**

Tribunal administratif de Montpellier  
6 rue Pitot  
34000 Montpellier

*Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.*